

Rwanda Évacuation des ressortissants français, américains et Belges alors que les violences auraient fait des milliers de morts

ÉVACUATION DES ÉTRANGERS DE KIGALI

Trois pays occidentaux – la France, les États-Unis, et la Belgique – sont engagés, depuis samedi à l'aube, dans des opérations militaires destinées à préparer l'évacuation de leurs ressortissants du Rwanda où, selon des sources humanitaires, des milliers de personnes ont été tuées ces deux derniers jours lors d'affrontements entre Tutsis et Hutus.

La France « a pris des dispositions » pour évacuer les quelque 600 Français vivant au Rwanda, après l'assassinat d'un couple de Français, a annoncé samedi en Chine, le ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé. Commentant la guerre civile qui fait de nouveau rage au Rwanda, M. Juppé a déclaré aux journalistes qu'après cet assassinat, « nous avons immédiatement activé le proces-

sus d'évacuation qui était prêt depuis vendredi ».

400 soldats ont été envoyés au cours du week-end à Kigali. Ils sont venus de Centrafrique et devraient, selon des sources officielles françaises, assurer « l'évacuation » des ressortissants étrangers vivant au Rwanda.

Une opération de plusieurs jours

Le vice-Premier ministre belge, Elio Di Rupo, a confirmé samedi matin le lancement d'une opération militaire en vue de l'évacuation des ressortissants étrangers au Rwanda. M. Di Rupo, interrogé par la radio belge, a confirmé que des avions militaires ont quitté la Belgique pour préparer l'évacuation des quelque 1 500 ressortissants belges au Rwanda.

Il a ajouté que l'opération durerait « plusieurs jours ».

D'autre part, un détachement de 200 Marines américains est attendu à Bujumbura, capitale du Burundi voisin, distante d'environ 500 kilomètres de Kigali.

À Kigali, des tirs sporadiques étaient encore entendus samedi, mais la nuit semble avoir été beaucoup plus calme que les nuits précédentes. Le nouveau gouvernement mis en place par un « comité de crise » composé notamment de militaires a annoncé une « reprise en main » du pays. Le président est M. Théodore Sindikubwabo, ancien président de l'Assemblée nationale alors que le premier ministre est un responsable du parti au pouvoir, M. Jean Kambanda. Le gouvernement

intérimaire est composé de cinq ministres représentant différents mouvements.

Le FPR veut « rétablir l'ordre »

Les deux jours de violence ont fait des milliers de morts, selon le délégué local du Comité international de la Croix rouge (CICR). Les combats avaient commencé jeudi après l'annonce de la mort des présidents du Rwanda Juvénal Habyarimana et du Burundi Cyprien Ntaryamira. L'avion qui les ramenait d'un sommet à Dar Es Salam a été abattu avant d'atterrir à Kigali, touché par une roquette selon des responsables militaires rwandais. Peu après l'annonce de leur mort, le premier ministre du Rwanda M^{me} Agathe Uwilingiyimana a été assassinée.

Dix Casques bleus belges ont été tués dès les premières heures des troubles alors qu'ils essayaient de protéger le premier ministre Agathe Uwilingiyimana, 41 ans, mère de cinq enfants, tuée à bout portant par des membres de la Garde présidentielle. Un sous-officier français et sa femme ont été tués, un troisième Français est porté disparu et un prêtre français aurait été tué, jeudi dernier, dans le nord du pays par les rebelles du FPF. Dans un centre jésuite à Kigali, dix-neuf Rwandais ont été exécutés.

Mais l'apaisement pourrait n'être que de courte durée. Des troupes du Front patriotique rwandais (FPR) ont quitté leurs positions dans le nord du pays et se dirigent vers Kigali.

Le FPR, dans un communi-

qué radiodiffusé samedi matin et capté à Nairobi, a rejeté le « gouvernement intérimaire » mis en place à Kigali et annoncé qu'il ne « pouvait rester les bras croisés » devant les exactions en cours à Kigali et annoncé qu'il allait « rétablir l'ordre » dans la capitale rwandaise.

De source diplomatique rwandaise, on précise que les troupes du FPR ont traversé la « zone tampon » mise en place dans le nord du pays au terme de l'accord de cessez-le-feu conclu en mars 1993. Les troupes du FPR qui avançaient sur un large front « seraient déjà engagées avec les troupes gouvernementales » en plusieurs endroits, a précisé la même source sur la foi d'informations obtenues du commandement militaire rwandais.